

6.1 Consommation des ménages

En 2014, la dépense de consommation des ménages, en volume, poursuit sa croissance amorcée en 2013 à un rythme toutefois nettement inférieur à celui d'avant-crise. **La consommation effective des ménages** progresse de manière plus dynamique, soutenue à la fois par la dépense de consommation individualisable des administrations publiques et par celle des institutions sans but lucratif au service des ménages. Au total, la consommation effective des ménages contribue pour 0,7 point à la croissance du produit intérieur brut, alors que leur dépense de consommation n'y contribue que pour 0,3 point.

En valeur, dans un contexte de stabilité des prix, le **revenu disponible brut des ménages** s'accroît à un rythme plus soutenu qu'en 2013. Après deux années de contraction, le **pouvoir d'achat** augmente nettement (+ 1,1 %). Comme le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus perçus par les ménages, le revenu moyen par unité de consommation, est de nouveau en hausse (+ 0,7 %), après trois années de baisse. Le pouvoir d'achat du **revenu arbitral** individuel rebondit une fois les **dépenses « pré-engagées »** déduites puisque celles-ci progressent moins rapidement que les autres dépenses. Ceci s'explique avant tout par la baisse des dépenses énergétiques dans les logements compensant la hausse des autres dépenses pré-engagées, dont principalement celles liées aux loyers et à l'assurance. En 2014, la dépense de consommation des ménages croît moins vite que leur revenu disponible brut (+ 0,6 % contre + 1,1 % en valeur). Aussi,

leur taux d'épargne remonte de 0,4 point. Après avoir augmenté de plus d'un point en 2009, il avait continûment reculé jusqu'en 2013. Il se situe désormais à son niveau d'avant-crise, soit 15,1 %.

Après plusieurs années de contraction, la consommation en automobile se stabilise, pour le marché de l'occasion comme pour celui du neuf. Les voitures à essence soutiennent toujours le marché du neuf alors que la part des voitures à moteur Diesel dans les immatriculations continue de se replier (- 3 points par rapport à 2013). Comme en 2013, le prix des carburants et lubrifiants se contracte en 2014 sous l'effet du recul des prix du baril de pétrole, en forte baisse sur le second semestre 2014.

En 2014, la dépense de consommation en biens et services de l'économie de l'information continue de se replier en valeur, suite à la baisse marquée et ininterrompue des prix (- 4,6 % en 2014) et la dépense en volume décélère. Ce ralentissement est imputable aux services de télécommunications. En revanche, le marché des téléphones mobiles demeure extrêmement dynamique (+ 46,0 % en volume), en lien avec l'essor des *smartphones*.

Les **dépenses liées au logement** diminuent sous l'effet des températures particulièrement clémentes, comme en 2011. La consommation alimentaire ralentit légèrement tandis que les dépenses de culture et loisirs sont à nouveau orientées à la hausse. ■

Définitions

Dépense de consommation finale des ménages : recouvre les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.). La dépense de consommation finale des ménages inclut la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. Elle inclut également les loyers imputés qui sont représentatifs des services de logement produits par les propriétaires qui occupent leur propre logement.

Consommation effective des ménages, dépense de consommation en logement, dépenses pré-engagées, indice de référence des loyers, pouvoir d'achat, revenu arbitral, revenu disponible brut des ménages : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « La consommation des ménages est encore convalescente en 2014 », *Insee Première* n° 1554, juin 2015.
- « Les comptes de la nation en 2014 – Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Consommation des ménages par fonction

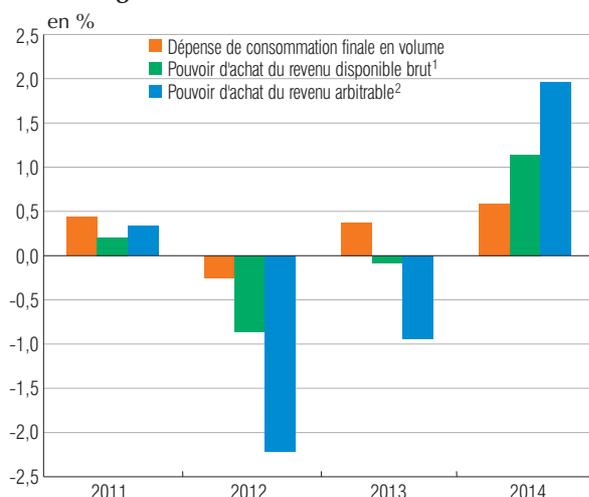
	Consommation en milliards d'euros	Variation annuelle en volume en %			Poids dans la valeur de la consommation effective en %	
		2012 (r)	2013 (r)	2014	2004	2014
Alimentation et boissons non alcoolisées	151,9	0,5	1,0	0,6	10,2	10,0
Produits alimentaires	138,9	0,6	1,0	0,5	9,4	9,2
dont : pains et céréales	23,8	1,0	1,8	0,1	1,5	1,6
viandes	37,8	0,0	-0,7	-0,9	2,6	2,5
poissons et crustacés	8,4	-1,6	-1,4	-1,7	0,6	0,6
lait, fromages et oeufs	20,3	1,4	1,2	0,4	1,3	1,3
fruits et légumes	28,4	0,6	2,5	2,3	1,9	1,9
Boissons non alcoolisées	13,0	0,0	1,1	1,2	0,8	0,9
Boissons alcoolisées et tabac	40,8	-2,1	-2,9	-2,0	2,8	2,7
Boissons alcoolisées	20,6	-0,7	0,1	0,4	1,4	1,4
Tabac	20,1	-3,6	-5,8	-4,5	1,4	1,3
Articles d'habillement et chaussures	49,1	-1,7	-1,0	1,9	3,9	3,2
Logement, chauffage, éclairage	305,2	1,9	1,2	-1,1	18,5	20,1
dont : location de logement	220,1	1,2	1,2	1,3	13,4	14,5
chauffage, éclairage	48,9	7,1	2,9	-10,7	2,9	3,2
Équipement du logement	59,9	-1,6	-1,6	0,1	4,4	3,9
Santé	48,7	2,2	2,6	1,7	2,9	3,2
Transport	148,8	-4,0	-2,6	0,1	10,6	9,8
Achats de véhicules	38,9	-10,0	-7,7	0,2	3,3	2,6
Carburants, lubrifiants	37,0	-1,6	-2,2	0,2	2,5	2,4
Services de transports	26,5	0,7	0,6	0,1	1,5	1,7
Communications	29,1	11,0	12,8	6,8	2,5	1,9
Loisirs et culture	94,4	-1,4	-1,1	0,6	7,3	6,2
Éducation	10,2	2,9	-1,3	3,0	0,5	0,7
Hôtels, cafés et restaurants	75,5	-0,8	-1,4	-0,9	5,1	5,0
Autres biens et services	131,5	0,2	1,8	1,2	8,7	8,7
dont : soins personnels	25,1	0,7	0,4	1,0	1,7	1,7
assurances	46,1	0,3	2,2	1,6	2,7	3,0
Correction territoriale	-6,0	45,5	-3,6	-40,6	-1,1	-0,4
Dépense de consommation des ménages	1 139,0	-0,3	0,4	0,6	76,4	75,1
Dépense de consommation des ISBLSM ¹	44,3	0,7	0,3	1,9	2,6	2,9
Dépense de consommation des APU ²	333,5	1,7	1,6	1,9	21,0	22,0
dont : santé	149,1	2,6	2,6	3,2	9,4	9,8
éducation	93,9	0,4	0,9	0,5	6,4	6,2
Consommation effective des ménages	1 516,8	0,2	0,6	0,9	100,0	100,0

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. L'évolution calculée est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non "pré-engagées" des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Dépense de consommation des ménages par fonction de consommation dans quelques pays de l'UE en 2013

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	10,4	13,1	13,4	14,4	9,1
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	3,3	4,0	3,5	4,2	4,0
Articles d'habillement et articles chaussants	5,0	4,4	4,2	6,0	5,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	24,7	24,0	26,7	24,7	24,7
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	6,7	4,4	5,3	6,5	4,7
Santé	5,2	3,9	4,3	3,2	1,6
Transports	13,8	10,9	13,0	11,9	14,0
Communications	2,8	2,6	2,6	2,4	2,1
Loisirs et culture	9,7	7,2	8,2	6,7	10,2
Enseignement	0,8	1,7	0,9	1,0	1,8
Restaurants et hôtels	5,3	15,4	6,5	9,5	9,6
Autres biens et services	12,3	8,6	11,5	9,6	12,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Eurostat.